

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 122
28 février - 12 mars 1972

LE NUMERO :
0,50 F

Que s'éteignent les lumières de toutes les «city»

Magnifiques dans leur silencieuse détermination, les mineurs anglais ont paralysé d'un seul coup l'économie de toute l'Angleterre bourgeoise, simplement en croisant leurs bras trempés par les pires fatigues. Si jamais grève a surgi du sous-sol même d'une société infâme, c'est bien le cas de celle-ci, puisque c'est dans les puits de charbon que l'exploitation de la force de travail humaine a toujours célébré ses orgies les plus cyniques, se nourrissant depuis plus d'un siècle du sacrifice impitoyable d'hommes, de femmes et même d'enfants ensevelis vivants aux sons d'hymnes hypocrites au progrès et de lâches prières à la Providence divine.

Le spectre de 1926 plane à nouveau sur l'île qui a été le berceau du travail salarié et des luttes ouvrières. Ce spectre a grandi en force et en décision depuis la grève générale de l'entre-deux-guerres, et il constitue pour la bourgeoisie un terrible avertissement en rappelant à tous les prolétaires, anglais ou non, quelle puissance gigantesque ils ont entre leurs mains, combien il est vain d'attendre même une simple atténuation du tourment du travail de la bonne volonté des gouvernants ou des patrons, des politiciens ou des prêtres, et enfin combien il est urgent de briser, par une lutte massive et ouverte, la chaîne du salariat qui peut sembler moins rude à ciel ouvert que dans les sous-sols de la mine, mais qui n'en est pas moins en tous lieux une chaîne infâme.

L'opportunisme condamne les « gueules noires » d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles à la lutte solitaire. Les faits eux-mêmes montrent aux prolétaires de toutes catégories et de tous les pays qu'on n'échappe pas à la férocité de la domination de classe en se barricadant à l'intérieur des frontières de son métier, de son entreprise ou même de sa « patrie », même lorsqu'elle paraît plus clémente que celle du voisin, et que la cause des uns est la même que celle des autres, ainsi que leur victoire ou leur défaite.

Les faits eux-mêmes sont là pour prouver que c'est partout un même impitoyable mécanisme qui engendre les splendeurs de la civilisation moderne et l'exploitation bestiale de ceux qui les produisent, et que c'est précisément là où cette civilisation a atteint en un siècle et demi les plus grandes hauteurs sous le règne «éclairé»

de la démocratie, que la violence potentielle s'exerçant sur le prolétariat est aussi la plus effrénée et que le joug de l'esclavage salarié est le plus lourd.

En Angleterre, l'opportunisme a mille fois vendu le prolétariat en échange des miettes que, même après sa disparition, l'ancienne domination impériale, dont les rentes restaient intactes, permettait de lui donner. Ce sont les ravages de cet opportunisme qui empêchent la classe ouvrière anglaise de se lever comme un seul homme contre le capital et sa City, et aussi contre cet autre signe de la brutalité et du cynisme bourgeois qu'est le sombre drame de l'Irlande du Nord. Sans cela, des deux côtés du canal Saint-Georges, l'île noire et la verte Erin seraient embrasées d'un même gigantesque incendie qui pourrait bien franchir ensuite la Manche et envahir tout le continent.

On ne verrait plus alors le quotidien d'un parti qui se prétend cyniquement « communiste » offrir justement à propos de la grève des mineurs anglais l'ORDRE contre des REFORMES. On verrait un prolétariat à nouveau dressé de toute sa hauteur abattre tout ensemble l'ordre capitaliste et ses mensonges, ses Bourses et ses Parlements, ses autels et ses cofres-forts, ses sbires et ses réformateurs.

Depuis un siècle et demi, n'est-ce pas sous le couvercle de plomb d'un ordre périodiquement réformé que les mineurs, Anglais ou non, offrent leurs victimes expiatoires au banquet du Dieu-Capital qu'ils inondent de lumière et de chaleur ? Il est grand temps que cette roue infernale s'arrête, et elle ne s'arrêtera pas si on ne la détruit à jamais.

Les sbires en uniforme et les réformateurs en habits civils peuvent bien voler au secours de la City que la grève a contrainte à rallumer d'antédiluviennes chandelles pour compter son argent infâme et ils peuvent bien rétablir l'ordre de concert. Des entrailles mêmes de la société capitaliste comme des entrailles de la terre ébranlée par le pic des mineurs, les forces généreuses, juvéniles, irrésistibles de la révolution prolétarienne ne peuvent pas ne pas ressurgir.

Les gueules noires ne sont que le symbole et le signe annonciateur de cet événement historique, eux qui connaissent de bien autres ténèbres que celles qui scandalisent les journalistes vendus à la société «d'opulence» et qui font monter les tirages de presse, eux qui réclament bien autre chose qu'un peu de lumière dans l'obscurité opaque de leur enfer quotidien.

Oui, les forces de la Révolution ressurgiront sous tous les cieus, et finalement victorieuses elles abattront les City et les Westminster de tous les pays, elles détruiront les machines à sous et les moulins à parole de toutes les Londres du monde et elles arracheront les ignobles poteaux-frontières de toutes les patries. La grande nuit de la mort descendra alors sur le monde bourgeois, tandis que s'allumeront les premières lumières de la société nouvelle.

A l'Est comme à l'Ouest

Dans sa revue de la presse internationale, "Le Monde" du 13-14 février cite, sans commentaire, mais avec un plaisir bien visible, un extrait du journal russe "La Gazette Economique". Nous disons avec un plaisir bien visible, parce que nous savons que cela ne peut que réjouir le cœur des bourgeois des deux hémisphères que de retrouver partout sur la planète le même système d'exploitation, qu'ils ont ainsi le loisir de faire passer, « au-delà des divergences idéologiques » comme on dit à Moscou, pour une nécessité naturelle de la société moderne.

Que déclare donc la "Gazette Economique" ? Précisément, rien d'extraordinaire. Rien qu'on ne puisse lire tous les jours dans la rubrique « Avis des Sociétés » des grands journaux capitalistes. Elle publie un bilan : celui de l'Usine de Prouss de Dniepro-Pétrouk. En cinq ans d'application du nouveau système de gestion et de stimulants matériels, le volume de la production s'est accru de 73 % et la productivité de 46 %. Ensuite, le directeur prononce en quelque sorte son allocution : « Le fonds spécial de stimulants matériels était en 1970 de 2 millions de roubles. » L'économiste français qui lit "Le Monde", et qui est sans doute plus prosaïque que son collègue russe, se dit : « Tiens, deux millions de roubles de primes ! » Cependant, comme s'il se hâtoit de rassurer son auditoire sur son savoir-faire, le directeur russe poursuit : « Il ne s'agit pas de s'en servir » pour augmenter le salaire moyen des ouvriers et des employés (...) « Les primes ne sont accordées que dans des cas concrets. » Et le directeur français doit admettre en son for intérieur qu'en Russie aussi on connaît bien les méthodes de « rationalisation économique » et qu'on sait jouer à merveille de la concurrence entre ouvriers. Quant à l'expression « dans les cas concrets » pour dire « suivant la tête de pipé » il doit avouer qu'il n'y aurait pas pensé.

Cependant, toute médaille a son revers, comme dit la sagesse populaire. En Russie comme en France, les honnêtes directeurs d'entreprise qui œuvrent avec abnégation au salut de l'économie nationale ont à se plaindre de l'incompréhension d'un certain nombre d'ouvriers. Ils se voient donc contraints d'appliquer des sanctions économiques. « Les absentéistes, les responsables de la production de pièces défectueuses, ceux qui violent la discipline de travail, les perturbateurs de l'ordre public perdent la "treizième paie", totalement ou partiellement, en fonction des fautes commises. »

Tout à l'heure, enrobés dans le langage directoriel nous avons rencontré le salaire, les primes, le travail aux pièces. Maintenant nous faisons connaissance avec l'envers du décor : « l'absentéisme », c'est-à-dire la résistance à la production, les « pièces défectueuses », c'est-à-dire le sabotage, le « viol de la discipline du travail », c'est-à-dire la grève, « la perturbation de l'ordre public », c'est-à-dire la manifestation, avec, en perspective historique, la révolution.

Que "Le Monde" rassure ses lecteurs d'un air complice en leur assurant que partout à la surface de la planète, quelles que soient les phrases des gouvernants, on tance bien les salariés. Pour nous, notre parti est pris depuis longtemps : non seulement nous refuserons de voir, malgré les spaliniers et leurs fiancés-gardes trotskystes, autre chose que le classique CAPITALISME décrit par Marx dans le Russie d'aujourd'hui, mais encore nous nous rangerons avec détermination du côté non pas du « progrès économique » et du « plan », mais de celui des travailleurs salariés qui, résistants à l'exploitation, freinent le progrès économique et sabotent le Plan, et préparent ainsi aujourd'hui par leur lutte la victoire du Communisme qui ressortira, vieille taupe, du sol de la société contemporaine en poussant à nouveau ce cri que tous s'efforcent d'oublier, et qui est son seul vrai cri de guerre : ABOLITION DU SALARIAT !

Les communistes et le chômage

La lèpre du chômage révèle sans fard la vraie nature de la société bourgeoise qui repose sur l'exploitation de la force de travail dont elle fait une marchandise qui s'achète et se vend sur le marché suivant les lois de la concurrence.

Le chômage, conséquence inévitable du capitalisme

Comme celle de toutes les marchandises, la production de la force de travail est soumise par le capital à ses propres besoins et à ses propres lois : l'accumulation du capital mène à la surproduction. La surproduction de prolétaires, cela signifie le chômage, qui donne naissance à « l'armée » de réserve industrielle. Selon Marx, « la réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amènent la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les

ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. » ("Le Capital", Costes, éd., t. IV, p. 132).

Depuis la seconde boucherie impérialiste, le mensonge bourgeois selon lequel « l'expansion fait disparaître le chômage » avait pu sembler prendre quelques racines dans la réalité des grandes métropoles impérialistes : il a même fallu faire appel à la main-d'œuvre des petits pays « arriérés » d'Europe et des pays du « tiers-monde ». Toutefois, seul

un misérable social-chauvin restant les yeux rivés sur son Etat peut croire à la fable bourgeoise du plein emploi.

En réalité, le capitalisme est unique et international, et c'est à l'échelle mondiale que ses lois se manifestent dans toute leur ampleur.

Il est bien compréhensible qu'en période d'essor productif aussi puissant que celui des 25 dernières années, dû au fait que le carnage impérialiste a détruit suffisamment de machines et d'hommes pour rajeunir momentanément le capital, les grandes métropoles, où se trouve le cœur de l'industrie mondiale, aient pu drainer vers elles une partie des travailleurs que la marche du capital prolétarise dans le monde entier.

Et en effet, hors des grands pays industrialisés, l'expropriation est allé bon train dans les campagnes, jetant sur le marché du travail par dizaines de millions les travailleurs qui parcourent les pays en tous sens avant de venir grossir les masses énormes des chômeurs des villes.

En Asie, l'Inde seule compte

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

La réunion est reportée au

VENDREDI 3 MARS, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)

(Métro République)

Parti, classe et dictature prolétarienne

Le programme immédiat de la dictature du prolétariat

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

Persistance de la petite production et distribution

Le cadre économique-social hérité par la dictature prolétarienne n'est pas le même dans tous les pays, pas même dans les plus industrialisés, comme les U.S.A. ou l'Allemagne occidentale.

La petite production mercantile fleurit toujours et partout autour de la grande. La vie des petites entreprises dépend des grandes et de la division technique du travail. Elles sont les laboratoires expérimentaux de la division du travail pour les grands complexes industriels qui font supporter le coût élevé de la recherche de nouvelles techniques productives aux petits complexes industriels.

Dans le secteur textile, par exemple, les grandes entreprises industrielles fonctionnent fréquemment avec des chaînes de montage dont chaque partie est produite par une myriade de travailleurs indépendants ou de petits entrepreneurs ; de même tout le monde sait que dans le secteur de la production automobile, les pièces de rechange ne sortent pas des firmes qui fabriquent les automobiles mais d'organismes spé-

cialisés qui assez souvent en confient la production à un réseau de petites usines satellites.

Il va de soi que l'ensemble est dominé par le grand capitalisme ; il est tout aussi évident que les petites entreprises sont le réservoir des forces de travail supplémentaires qui, dans les périodes de crise, vont grossir les rangs de l'armée industrielle de réserve et contribuer ainsi à réduire le prix de la force de travail en général.

Le régime post-révolutionnaire prendra en charge ce secteur de petite production non socialisée (ou socialisée seulement en partie), où domine le particularisme et l'individualisme propres à la petite bourgeoisie, et ce sera sa principale tâche que de l'intégrer progressivement dans la grande production sociale.

La situation est la même dans le domaine de la distribution. Les innombrables petits commerces qui continuent à proliférer et qui secrètent la petite bourgeoisie mercantile, constituent un milieu réfrac-

taire à l'absorption dans l'organisation en grand de la distribution des produits.

Pour illustrer ce que nous avançons, nous reproduisons quelques données statistiques

Pays	Année	Population active totale	Population active moins les ouvriers et les employés (en millions d'individus)				
			Total	Agric.-Pêche Forêts	Com.-Banq. Assur.-Aff.	Services	Secteur Comm.
U. S. A.	1969	—	15,3	2,8	2	2,5	16
Italie	1969	19	10	2,2	1,4	0,5	3
Japon	1965	60	23,1	14	4,5	1,9	12

Les statistiques dont nous disposons n'indiquent pas le nombre des « bureaucrates » et encore moins des employés d'Etat. Il est évident que si l'on ajoute ces catégories-là, la quantité de forces de travail employées hors de la production est beaucoup plus importante qu'il n'apparaît dans le tableau.

Pour souligner le rôle de la petite entreprise, nous utilisons les données suivantes extraites de la revue "Entreprises", n° 1, mai 1969, et relatives à l'industrie manufacturière de cinq pays industrialisés :

de trois pays choisis pour leurs caractéristiques économique-sociales : les U.S.A., pays le plus développé du monde ; l'Italie, pays engagé dans la voie d'un développement capitaliste mo-

derne, mais avec des forces quantitativement modestes ; enfin le Japon, pays véritablement capable, conjointement avec l'Allemagne, de rivaliser avec le colosse américain.

REPARTITION DES SALAIRES DANS LES USINES (en %)

Pays	Année	Usines de 1 à 4 empl.	Usines de 1 à 49 empl.	Usines de 1 à 99 empl.
Italie	1961	20,9	46,9	57
Allemagne Féd.	1961	7,6	27,1	35,8
France	1962	4,0	27,4	37,2
U. S. A.	1963	1,3	23,8	34,1
Japon	1963	7,1	42,6	53,9

Bien sûr, aujourd'hui le tableau s'est modifié, surtout en ce qui concerne la France et l'Italie, mais dans les pays très

industrialisés comme les U.S.A. ou l'Allemagne Fédérale, il ne s'est pas modifié de manière substantielle.

Propriété foncière et paysanne

La première mesure post-révolutionnaire ne sera évidemment pas de réorganiser la gestion de la production agricole, mais de nationaliser la terre. Cette nationalisation s'accompagnera, bien entendu, de la nationalisation des grandes entreprises agraires, organisées comme les grandes entreprises industrielles et fonctionnant comme elles.

Mais, dans ce secteur encore, le régime prolétarien ne pourra pas faire abstraction du fait que la petite exploitation paysanne subsistera, dans une mesure plus ou moins grande, même dans les pays capitalistes les plus développés. Nous avons vu que, si en 1969 aux U. S. A., les travailleurs indépendants répartis dans l'agriculture, la pêche et le secteur forestier, n'étaient que 2,8 millions, ils étaient en Italie 2,2 millions et au Japon 14 millions. On peut y ajouter les exploitations n'utilisant qu'un petit nombre de salariés.

Le problème n'est pas seulement celui de l'expropriation de la terre et de la gestion de l'entreprise, car il faudra tenir compte de la délicate fonction des campagnes dans l'approvisionnement en denrées alimentaires des villes, c'est-à-dire du prolétariat urbain. C'est un problème d'autant plus complexe que le pouvoir prolétarien risque de devoir l'affronter dans une période de guerre civile révolutionnaire.

La révolution apportera un adoucissement au sort d'une grande partie des petits et moyens paysans en les libérant

des charges de la rente foncière, des impôts, de l'intérêt usuraire, des dettes hypothécaires ; mais le nouveau régime obligera aussi la petite bourgeoisie paysanne à renoncer à la propriété, c'est-à-dire à la libre disposition du produit. Et il ne faut pas négliger la résistance qu'elle lui opposera, étant donné le poids énorme (sur lequel tous les classiques du marxisme ont tant insisté) de la tradition, des préjugés, de la force d'inertie typiques du milieu paysan.

Dans le domaine de la propriété des maisons d'habitation, la révolution interviendra de manière encore plus impérative, afin de supprimer les intérêts indirects d'une très grande partie des propriétaires, même d'un seul appartement. En fait, sous le régime post-révolutionnaire, les frais d'entretien des maisons seront de beaucoup supérieurs aux redevances de loyers actuelles. Aujourd'hui, une grande partie des habitations est en fait négligée car le montant de la rente est trop modeste par rapport aux frais de remise en état.

L'attribution des maisons sera aussi un problème délicat qui ne pourra pas être résolu à coups de décrets, mais bien par l'application de critères de distribution ouvertement opposés à la maudite « force de l'habitude », à la psychologie petite-bourgeoise, qui contamine même une partie du prolétariat, et qu'alimente la démagogie réactionnaire de la démocratie.

(à suivre)

Le futur repentir de la rivière Kama

« Naissance d'un géant », avons-nous lu sous la photo polychrome du magazine qui montre un ouvrier casqué souriant sur l'azur entre des poutrelles. Insensibles au fanatisme technique et aux suggestions de l'image-choc, nous avons patiemment déchiffré l'article : l'auteur était important, puisqu'au-dessous de sa signature figurait son titre de vice-ministre de l'automobile. Et nous avons appris ainsi l'histoire de la Kama.

La Kama est un fleuve qui traverse la république de Tatarie et qui, après avoir été alimentée par la Viatka et la Bielala, se jette dans la Volga. La Volga, elle, après 3.700 kilomètres, se jette dans la Mer Caspienne, non sans avoir, près de Volgograd (anciennement Stalingrad), frôlé le Don qui va finir sa course dans la Mer d'Azov, d'où l'on peut gagner la Méditerranée à travers la Mer Noire et la Mer Egée. Ce que la nature avait à peine ébauché, le travail de l'homme l'a conduit à son terme : au sud de Volgograd, un canal relie la Volga et le Don. La Kama conduit donc directement de la Russie continentale à la Caspienne et à la Méditerranée.

Les vices-ministres n'étant pas insensibles au charme naturel des rivières, celui de l'automobile devait précisément construire un complexe d'usines lourdes et de moteurs Diesel sur la Kama. Pour monter en série ces engins qui honorent encore partout sur la planète le génie de l'ingénieur allemand, c'est la petite ville de Naberejnyé Tchelny qui fut choisie. Et elle le fut parce qu'elle s'est trouvée être à l'emplacement le plus avantageux du point de vue économique. C'est une raison que la Kama ignore sans doute, mais que des entreprises qui, suivant la forte expression de M. Kossyguine, ont à se soucier « du profit réalisé par roulement de capital productif investi » ne peuvent pas traiter à la légère.

D'ailleurs, « l'avantage économique » découlant du choix de Naberejnyé Tchelny pour l'implantation des usines a certainement été calculé avec soin. Il résulte de toutes les économies particulières que ce choix a permis. L'auteur en cite deux : l'économie sur les transports, tout d'abord : « L'acheminement des matières premières et l'expédition des produits finis par les fleuves Kama et Volga permettront de réaliser des économies ». L'économie de main-d'œuvre ensuite : « Il y a une autre circonstance bénéfique : la république autonome

de Tatarie possède d'importantes ressources de main-d'œuvre ». La Kama, pauvre petite rivière, ignore quels bouleversements révolutionnaires sont destinés à se produire sur ses bords depuis que, dans un bureau du Plan à Moscou, une série de paramètres en a fait le lieu idéal de rentabilité optimale.

Ainsi identifiée sur les radars de la rationalité économique, prise au centre d'un jeu d'intérêts et préférée pour cela à des dizaines de milliers d'autres, la localité de Naberejnyé Tchelny, touchée par la baguette magique de l'industrie moderne, est devenue une ville qui se dresse au milieu de campagnes arriérées.

« Lorsqu'on a mis en chantier les usines de la Kama, c'est-à-dire vers 1970, la ville avait 35.000 habitants. Elle en a 80.000 à présent, dont 40.000 sont occupés aux usines de la Kama et sur les chantiers de construction ». Une croissance si rapide est si exaltante que l'auteur s'écrie : « Si Moscou n'a pas été construite en un jour, comme on dit, Naberejnyé Tchelny pousse comme un champignon », retrouvant avec joie l'image qu'employaient les pionniers de l'Ouest yankee pour désigner les villes qui proliféraient autour des mines d'or et des puits de pétrole.

Si de tels phénomènes se sont déjà produits aux Etats-Unis, les Tatares riverains de la Kama n'en sont pas moins ébahis de voir une ville surgir de terre sous leurs yeux. Et quelle ville ! Il ne s'agit pas de tentes de nomades ou d'isbas de bûcherons. Il s'agit de gratte-ciel ou presque : « Au cours des dernières années, une grande bourgade a grandi dans le sud-ouest de la ville avec des ensembles d'immeubles neufs de 5 à 20 étages », d'« immeubles très confortables qui ont été construits selon les techniques les plus avancées de l'urbanisme » et dont les « locataires » ont tout récemment aménagé.

Pour qu'il y ait location, il faut qu'il y ait revenu. « En 1970, on a mis en service 100.000 m² de surface locative et 220.000 m² en 1971. Au total on construira dans le nord-est de la ville 1,5 millions de mètres carrés de logements ». Pour louer tous ces appartements, il faut que la population augmente, et c'est effectivement le cas : « Chaque jour, le nombre des bâtisseurs augmente sans cesse. En 1972, ils seront plus de 50 000 ». Mais cela ne suffit pas. Une soudaine concentration de cosaques coureurs de steppes, mé-

me en aussi grand nombre, ne pourrait louer ce million et demi de mètres carrés. Pour cela, il faut de l'argent. Et la nouvelle population en aura. L'usine « comptera 16.000 salariés en 1972 et près de 40.000 en 1974, lorsque la première tranche sera mise en service ».

A la fin de chaque mois, et parfois dès l'avance du 15, les ouvriers seront payés. Avec cet argent, ils utiliseront les nouveaux moyens de transport pour se rendre au travail. Ils achèteront des produits agricoles aux neuf grands sovkhoses récemment créés pour ravitailler la ville. Ils achèteront des billets de cinéma. Et ils côtoieront des gens qu'ils n'avaient jamais vus auparavant : des Ouzbecks, des Kirghizes, des Turkmènes, des Tadjiks et peut-être des Tatares. Ils verront venir des ouvriers de tous les horizons de la Russie. Déjà « les ressortissants de 35 nationalités et d'environ 70 villes » travaillent à Naberejnyé Tchelny.

La Kama sera sans doute elle aussi troublée par tout ce remue-ménage et peut-être polluée par les déchets des grandes usines de camions. Cela ne serait pas étonnant. Mais la rivière a du temps devant elle. Et un jour, elle se rappellera le temps de l'apparition de la grande industrie moderne sur ses rives, choisies pour des raisons de rentabilité : économie de transport et économie de main-d'œuvre. Elle se rappellera le développement des villes et des immeubles de 25 étages mis en location. Elle se rappellera la venue des salariés des quatre coins de la Russie et des articles des vice-ministres.

Et comme elle aura vécu entre temps l'époque de la répartition rationnelle des industries sur tout le territoire, de la dispersion des villes dans les campagnes, de la suppression du salariat et de la liquidation sans douceur des vice-ministres, elle se demandera avec étonnement comment, au cours des années soixante-dix, flattée peut-être dans quel'orgueil national, mais d'accord avec les libéraux, les stalinistes, les maoïstes et les trotskystes, elle avait bien pu tout bêtement confondre le capitalisme et le communisme.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE "

B. P. 375

13211 - MARSEILLE CEDEX 1

